

Bénédict de Saint-Laurent / Marseille / 1<sup>er</sup> décembre 2006  
Ani\_InaugAssoc & MBS\_Fr\_1-12-06.doc

## Lancement d'une structure pérenne ANIMA & Mediterranean Business Summit /The Economist

Marseille, 20-21 novembre 2006

*Premier bilan*



### Lancement de l'Association Réseau ANIMA

Le projet ANIMA, initié en 2002 par la Commission Européenne dans le cadre du programme MEDA et visant à développer les capacités d'attractivité et de compétitivité des pays MEDA (Maghreb, Machrek, Israël et Turquie), arrive à échéance en juin 2007. En réponse au souhait de la Commission Européenne de pérenniser *une plateforme de coopération* chargée de promouvoir le site Méditerranée pour y développer l'investissement direct étranger (IDE), une structure pérenne associant les pays riverains et s'appuyant sur une équipe commune de développement économique de la Méditerranée a été officiellement installée le 20 novembre 2006 à Marseille.

Cette création intervient dans le contexte d'un intérêt renouvelé pour la région MEDA. Les investissements directs étrangers vers cette région ont augmenté très fortement au cours des dernières années -passant de 10 milliards de US\$ au début des années 2000 (avec un étiage à 6 milliards en 2002) à plus 30 milliards en 2005, selon la CNUCED (World Investment Report 2006).

Les 18 organisations fondatrices -agences de promotion des investissements de l'espace euro-méditerranéen ou institutions multilatérales-, sont dans l'ordre alphabétique :

- Agence Française pour les Investissements Internationaux (AFII, France)
- Agence Nationale de Développement des Investissements (ANDI, Algérie)
- Consorci de Promoció Comercial de Catalunya (COPCA, Espagne)



- Direction des Investissements (Maroc)
- Euroméditerranée (France)
- Foreign Investment Promotion Agency (FIPA, Tunisie)
- General Authority for Investment and Free Zones (GAFI, Egypte)
- Investment Promotion Centre, Ministry of Industry, Trade & Labor (IPC, Israël)
- Jordan Investment Board (JIB, Jordanie)
- MaltaEnterprise (Malte)
- Mission de Développement Economique Régional (MDER, France)
- Provence-Promotion (France)
- Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (France)
- Team Côte d'Azur (France)
- Union Méditerranéenne des Confédérations d'Entreprises (UMCE, tous pays Euromed)
- Ville de Marseille (France)



















Toutes ces organisations étaient présentes à Marseille le 20 novembre 2006, plus trois organisations qui étaient seulement représentées :

- Palestinian Investment Promotion Agency (PIPA, Autorité Palestinienne)
- Ministry of Commerce, Industry and Tourism (Chypre)
- World Association of Investment Promotion Agencies (WAIPA, Nations Unies)

Le Conseil d'Administration de l'Association « Réseau ANIMA » comprend après élection les 13 organisations suivantes : l'AFII, l'ANDI, la COPCA, la DI, l'EPA Euroméditerranée, la FIPA, le GAFI, MaltaEnterprise, Provence-Promotion, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Team Côte d'Azur, l'UMCE, et la Ville de Marseille. Un bureau ainsi composé a également été élu jusqu'à la prochaine Assemblée Générale, prévue avant juin 2007 :

- Président : Maroc (Mme Laila Sbiti, DGA, Direction des Investissements)
- Vice présidents (API) : Algérie, Autorité Palestinienne, Tunisie
- Vice présidents (membres bienfaiteurs) : Ville de Marseille et Région PACA
- Trésorier : AFII-Invest in France (M. Laurent Trupin, DG, AFII)
- Délégué (interface avec CA) : (M. Bénédicte de Saint-Laurent, AFII-ANIMA)

Lancement de l'Association Réseau ANIMA, Marseille, 20 novembre 2006

	<b>Algérie</b> Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI)		<b>Italie</b> Istituto nazionale per il Commercio Estero
	<b>Chypre</b> Ministry of Commerce, Industry and Tourism		<b>Jordanie</b> Jordan Investment Board (JIB)
	<b>Egypte</b> General Authority for Free Zones & Investment (GAFI)		<b>Malte</b> Malta Enterprise
	<b>Espagne</b> Consorci de Promoció Comercial de Catalunya (COPCA)		<b>Maroc</b> Direction des Investissements
	<b>France</b> AFII / Euroméditerranée / Provence Promotion / Team Côte d'Azur		<b>Palestine (Autorité)</b> Palestinian Investment Promotion Agency (PIPA)
	<b>Israël</b> Investment Promotion Center - Ministry of Industry Trade & Labor		<b>Tunisie</b> Foreign Investment Promotion Agency (FIPA)
	<b>Euromed</b> Réseau ANIMA / ANIMA Network		<b>Euromed</b> Union Méditerranéenne des Confédérations d'Entreprises (UMCE)
Un projet aidé par			
	<b>France</b> Ville de Marseille		<b>France</b> Euroméditerranée
	<b>France</b> Région Provence-Alpes-Côte d'Azur		<b>Union Européenne</b> Europe Aid

A  
N  
I  
M  
A

Ce conseil a ensuite été présenté lors d'une conférence de presse, sous le patronage de MM. Afif Chelbi, Ministre Tunisien de l'Industrie, de l'Energie et des PME, Michel Vauzelle, Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Renaud Muselier, Président de l'Etablissement Public Euroméditerranée et 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire de Marseille, Mme Dominique Vlasto, Adjointe au Maire et Parlementaire Européen, M. Amr Abdel Azim, Vice-Président du GAFI, M. Laurent Trupin, Directeur Général de l'AFII, et en présence des représentants des diverses parties signataires.



## Mediterranean Business Summit /The Economist

Tenue le lendemain (21 novembre 2006), cette deuxième édition (une 3<sup>ème</sup> est dès à présent envisagée) a été un succès en termes de présence et « typologie » des participants - 210 participants (y compris les organisateurs) dont :

- 15 pays représentés ;
- Des personnalités comme la Ministre Lagarde (France), les Ministres Afif Chelbi (Industrie, Tunisie) et Mahmoud Mohieldin (Investissement, Egypte), l'ex-Ministre des Finances jordanien (et actuel très influent Pdt de l'agence des privatisations) Abu Hammour, le Vice Pdt de la nouvelle agence d'investissement de Turquie (Levent Seckin), la CEO de l'agence israélienne (Rahel Roei), l'Executive Editor de The Economist (Daniel Franklin), l'Ambassadeur de France en Tunisie (Serge Degallaix), le Directeur BEI en charge des relations avec les Organisations Internationales (Henry Marty-Gauquié) etc. ;
- Une dizaine de journalistes (Les Echos, Figaro, France Soir, AFP, Al Jazeera, FR3 etc.), plus des interviews à distance (RFI, France Info, Medi 1, Radio Algérienne etc.) ; cf. exemples d'articles en annexe ;
- Un bon équilibre public-privé, avec 80 entreprises, 58 représentants des organisations internationales ou organismes publics étrangers, 31 représentants des collectivités et services de l'Etat français.



Les débats ont été très utiles, permettant en particulier un dialogue direct entre entreprises (avec leur expérience parfois contrariée des marchés méditerranéens) et autorités publiques (qui étaient interpellées et ont pu préciser leur stratégie).

Ce forum a également permis de faire prendre conscience aux entreprises de l'importance et du dynamisme des marchés et économies sud-méditerranéennes, dans un contexte marqué par le prix élevé de l'énergie, la disponibilité des pétro-dollars du Golfe et du savoir-faire européen, et les besoins d'équipement des pays du sud. Des thèmes très concrets de coopération ont été envisagés et débattus sur des sujets comme l'eau, la gestion urbaine, les infrastructures, les privatisations, l'environnement, la formation etc.

La question du financement des projets a été largement abordée, avec une offre marseillaise et provençale à vocation euroméditerranéenne qui se dessine peu à peu. Etaient par exemple présents, Intermed, la nouvelle structure du Crédit Agricole (basée à Marseille) qui coordonne l'activité de cette banque sur le pourtour méditerranéen, AlterMed, un fonds d'investissement euroméditerranéen de 100 millions d'euros récemment lancé par Viveris à Marseille, un fonds équivalent lancé par la CCI de Milan (Promos) avec la BEI, une vingtaine de banques commerciales, l'AFD, la BEI, la Banque Mondiale etc.



A noter la présence d'entreprises industrielles ou de services telles que :

- |  |   |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"><li>▪ ADIDAS Emerging Markets (Sales Director)</li><li>▪ ALSTOM (Senior VP Africa, Middle East and Southern Europe)</li><li>▪ BIC EMA (Area Manager)</li><li>▪ BRITISH TELECOM (VP Northern, Eastern and Central Europe, Middle East and Africa)</li><li>▪ DALKIA VEOLIA Environnement (Managing Director Financial Department)</li><li>▪ ELI LILLY (Managing Director North West Africa)</li><li>▪ EUROCOPTER (Directeur des relations avec les collectivités)</li><li>▪ HARIBO (Chairman of Management Board)</li><li>▪ HARTMANN (Director of Exports)</li><li>▪ HEINEKEN (Managing Director Middle East and North Africa)</li><li>▪ HEWLETT PACKARD (General Manager North West Central Africa &amp; French West Indies)</li><li>▪ ICI PAINTS (Managing Director of DLEB)</li><li>▪ LENOVO France (CEO)</li><li>▪ OKI PRINTING SOLUTIONS MIDDLE EAST (General Manager)</li><li>▪ PROCTER &amp; GAMBLE</li><li>▪ SIRAM VEOLIA ENVIRONNEMENT (CEO)</li><li>▪ ST MICROELECTRONICS (VP)</li><li>▪ THEOLIA (PDG &amp; Director of Communications)</li><li>▪ WALT DISNEY COMPANY (VP Business Development Southern Europe &amp; Africa)</li></ul> | <ul style="list-style-type: none"><li>▪ AGENCE SPECIALE TANGER-MEDITERRANEE (Président du Directoire)</li><li>▪ BRED Gestion (International Director)</li><li>▪ DEUTSCHE BANK AG (VP + Managing Director Paris + associé)</li><li>▪ CIC (Directeur Marseille)</li><li>▪ CRÉDIT AGRICOLE ALPES PROVENCE (Business Development Manager)</li><li>▪ CREDIT DU MAROC (Directeur Marketing)</li><li>▪ DELOITTE (Associé)</li><li>▪ ERNST &amp; YOUNG (Associé)</li><li>▪ FEDERAL FINANCE GESTION (Responsable Gestion)</li><li>▪ FRESHFIELDS (of-Counsel)</li><li>▪ GENERAL ELECTRIC Real Estate (Directeur Pôle Régions)</li><li>▪ GIDE LOYRETTE NOUEL (Avocat Associé)</li><li>▪ GROUPAMA Transport (Directeur Réseaux Courtiers)</li><li>▪ IBM (Marketing Manager France, North Africa, Southwest Europe)</li><li>▪ LA BANQUE POSTALE (Conseiller du Président)</li><li>▪ LATHAM &amp; WATKINS (Associé)</li><li>▪ MATMUT (DGA)</li><li>▪ NATEXIS PRAMEX International (Consultant Senior)</li><li>▪ UBAF (CEO)</li><li>▪ VIVERIS Management (Directeur Executif)</li><li>▪ WESTLB AG (Director)</li><li>▪ ...</li></ul> |
|--|---|





## Annexe. Extraits du media report ANIMA

Les Echos, mercredi 22 novembre 2006

8 - Les Echos - mercredi 22 novembre 2006

## INTERNATIONAL

**MEDITERRANÉE**

## La zone EuroMed se dote d'une agence de développement économique

DE NOTRE CORRESPONDANTE  
À MARSEILLE.

La stratégie de relance des investissements au sud de la Méditerranée et les nouveaux programmes européens pousse les milieux d'affaires à se structurer. Créé en 2002 par l'Agence française pour les investissements internationaux (Afi) et ses équivalents italien et marocain, le réseau Anima devient une association à part entière. Anima avait été lancé pour fédérer et favoriser le développement d'agences de promotion des investissements dans les pays euro-méditerranéens. Transformé en association, Anima vient de lancer l'Agence de développement économique de la Méditerranée. Elle devra valoriser l'attractivité économique de la zone.

En rassemblant les structures intéressées au développement de la région, l'Agence de développement économique de la Méditerranée pourrait devenir le partenaire de choix de l'Union européenne, lorsque celle-ci lancera, l'année prochaine, son appel à projets. L'Union souhaite en effet sélectionner une structure existante pour favoriser les investissements dans les pays de la zone Meda (\*), moyennant un budget de l'ordre de 6 millions d'euros sur trois ans. « Anima doit compléter les agences existantes afin de renforcer la réactivité de la Méditerranée et sa visibilité sur la carte économique mondiale »,

note Benedict de Saint-Laurent, coordinateur du projet.

Onze ans après le lancement du processus de Barcelone, la région Meda est marginalisée dans les flux d'investissements étrangers mondiaux. Les participants au deuxième Euro-Mediterranean Business Summit ont d'ailleurs rappelé, hier à Marseille, leur déception. En 2005, les pays Meda ont attiré 31,8 milliards de dollars d'investissements directs étrangers, soit 3,5 % du total mondial, contre 0,9 % en 2002. A elle seule, la France a capté, l'année dernière, 65 milliards de dollars.

**Talonnée par les pays du Golfe**

Majoritaire dans la zone Meda, l'Europe est talonnée par les pays du Golfe et l'arrivée des investisseurs asiatiques. « Les 650 millions d'habitants des pays Meda attirent les investissements. Mais la complémentarité économique avec l'Europe n'est pas assez exploitée et doit être intensifiée comme facteur de développement et de stabilité », a remarqué Christine Lagarde, ministre déléguée au Commerce extérieur.

BRIGITTE CHALLIOL

(\*) La région Meda regroupe 10 pays : Algérie, Autorité palestinienne, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie et Turquie. Chypre et Malte, désormais membres de l'Union européenne, sont également pris en compte.



Le Figaro, n° 19382, samedi 25 novembre 2006, p. 23  
Économie

## Les grandes ambitions des pays du pourtour méditerranéen

### DÉVELOPPEMENT

En trois ans, les investissements étrangers dans la région ont triplé.

De notre correspondante à Marseille

RÉUNIS il y a quelques jours à Marseille à l'occasion du deuxième sommet des affaires euroméditerranéennes, les pays de cette région ont réaffirmé leur volonté d'attirer chez eux les investissements étrangers. « Une sorte de dragon est en train de naître », estime Bénédicte de Saint-Laurent, coordonnateur du projet Anima, chargé de former et de conseiller les agences de promotion économique de la zone Meda (voir ci-contre). Les efforts déployés depuis quelques années déjà portent

leurs fruits : les investissements directs étrangers (IDE) sont passés de 10 milliards de dollars et 0,8 % des IDE mondiaux en 2003, à plus de 30 milliards et 3,5 % des IDE mondiaux en 2005. Le mouvement va se poursuivre, notamment à la faveur d'un vaste programme de privatisations et de partenariats public-privé évalué à plus de 300 milliards de dollars dans les dix ans à venir.

### Un enjeu important

L'enjeu est important tant pour les pays du nord de la Méditerranée que pour ceux du sud : le Cercle des économistes a ainsi chiffré à un minimum de 0,2 point de croissance supplémentaire du PIB français, l'impact d'une meilleure intégration avec le seul Maghreb, souligne Afif Chelbi, ministre tunisien de

### Le poids de la zone Meda

**Elle comprend :** l'Algérie, Chypre, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, Malte, le Maroc, la Syrie, la Palestine, la Tunisie et la Turquie.

**Elle compte :** 250 millions d'habitants (325 en 2025).

**Elle a attiré :** 686 projets d'IDE en 2005. Leur nombre a triplé depuis 2003. En montants, la Turquie et Israël attirent plus de la moitié des investissements étrangers dans la zone.

l'Industrie. Un avis partagé par Christine Lagarde, ministre du Commerce extérieur qui, en ouverture du sommet, a prôné l'amélioration de la transparence et de la sécurité juridique, l'association des entreprises privées au processus

## économie

d'intégration régionale ou encore la réflexion, en amont, sur l'implantation de grandes infrastructures...

Car les problèmes subsistent : « L'Algérie vient de supprimer la possibilité de rapatrier les dividendes pour les sociétés qui ne produisent pas sur place. Ce n'est pas ainsi qu'on encourage les investissements », a critiqué Antoine Deciry, directeur export du groupe Paul Hartmann. Au Maroc, où son groupe est également implanté, il est confronté à « une mauvaise mentalité, celle de penser que les entreprises privées sont riches et peuvent attendre pour être payée ».

C'est justement pour répondre à ces problèmes structurels que les agences de développement économique des principaux pays de la zone Meda, regroupées autour de



Un programme de privatisations et de partenariats public-privé évalué à plus de 300 milliards de dollars verra le jour dans les dix ans à venir. DR

l'Agence française pour les investissements internationaux (AFII) viennent de créer à Marseille l'association Réseau Anima, dont la directrice adjointe d'Investir au Maroc, Leïla Sbiti, a pris la présidence.

Réseau Anima va prendre la suite de la mission Anima remplie

par l'AFII depuis 2002. Son ambition à court terme : répondre au prochain appel à projet de l'Europe pour la création d'une agence de développement économique de la Méditerranée, chargée de promouvoir les atouts de la région.

ALLETTE DE BROQUA



## Flash Infos Eco /PACA Corse Languedoc Roussillon, 23 novembre 2006

### **DEVELOPPEMENT : Installation à Marseille d'une agence de développement économique des pays du bassin méditerranéen**

Le réseau Anima, créé en 2002 par l'Agence française des investissements internationaux et ses équivalents italien et marocain, et qui rassemble les structures du type "agences de promotion" ou institutions multilatérales dans les pays euro-méditerranéens, est devenue une association à part entière et a lancé lundi l'Agence de développement économique de la Méditerranée. Basée à Marseille (Bouches-du-Rhône), cette plate-forme multi pays aura pour mission de valoriser l'attractivité économique de la zone et "booster l'investissement direct étranger".

Elle pourrait devenir le partenaire de choix de l'Union européenne, qui doit sélectionner l'an prochain une structure existante pour favoriser les investissements dans les pays de la zone Meda (Algérie, Autorité palestinienne, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie, Turquie, Chypre, Malte). Dans ces pays qui, en 2005, ont attiré 31,8 Mds\$ d'investissements directs étrangers, soit 3,5% du total mondial contre 0,9% en 2002, l'Europe est talonnée par les pays du Golfe et l'arrivée des investisseurs asiatiques.

## **AFP, 21 novembre 2006**

### **Le Sud de la Méditerranée "peut mieux faire" pour attirer l'investissement**

PAPIER D'ANGLE ech-gov

**Par Eric BERNAUDEAU**

MARSEILLE, 21 nov 2006 (AFP) - Les pays de la rive sud de la Méditerranée doivent encore améliorer "le contexte des affaires" et "l'intégration de leurs économies" afin d'attirer davantage d'investissements étrangers et soutenir une croissance durable, ont estimé mardi à Marseille des investisseurs.

"Les gouvernements de ces pays doivent envoyer des signaux forts et crédibles qui expriment leur volonté d'accélérer l'intégration de leurs économies et d'améliorer le climat des affaires", a déclaré Christine Lagarde, ministre française déléguée au Commerce extérieur, lors du Forum économique sur l'Euro-Méditerranée qui a réuni 200 investisseurs privés et responsables politiques.

Proximité géographique et culturelle, bas coût de la main-d'oeuvre, jeunesse bien formée, marchés en forte croissance sont les atouts d'une région de 250 millions d'habitants, dans les dix pays dits "Meda", du Maroc à la Turquie, en passant par Israël et la Jordanie.

Dans un contexte de libéralisation économique, les investissements directs étrangers (IDE) sont passés dans la zone de 6 milliards de dollars (4,6 mds EUR) en 2002 à 47 milliards de dollars (36,69 mds EUR) prévus en 2006, a souligné Bénédicte de Saint-Laurent, coordinateur du réseau euroméditerranéen d'agences de promotion des investissements (Anima), organisateur du Forum avec le magazine The Economist.

Premier bénéficiaire, la Turquie où de grands groupes européens ont pris position dans les télécommunications, l'automobile et la banque, suivi de l'Egypte (énergie, chimie), d'Israël, du Maroc et de l'Algérie.

"La plupart des investisseurs présents en Egypte sont satisfaits", a affirmé à l'AFP Mahmoud Mohieldin, ministre égyptien des Investissements. Avec 6 mds de dollars d'IDE en 2005, l'Egypte se classe ainsi au 2e rang en Afrique, après l'Afrique du Sud, pour l'importance des investissements étrangers.

Malgré tout, cette zone qui représente 45% du PIB de la Chine, "soit une demi-Chine à moins de deux heures d'avion", reste sous-vendue auprès des investisseurs par rapport à la Chine ou l'Inde



et doit encore lever certains obstacles à l'arrivée de nouveaux investisseurs, selon M. de Saint-Laurent.

"Les pays de la rive sud commercent très peu entre eux", a ainsi regretté Philippe Delleur, directeur de la zone Euro-Méditerranée chez Alstom, évoquant notamment des raisons douanières. "Nous ne voyons pas la zone Euro-Méditerranée comme une zone constituée en tant que telle", a-t-il ajouté tout en relevant "une intégration régionale d'importance", celle de l'électricité.

Présent au Maroc, Antoine Deciry, directeur export du groupe pharmaceutique allemand Paul Hartmann, a appelé à "un accroissement de l'éthique dans le commerce où l'on constate trop de retards de paiement ou d'impayés".

"Il est bien beau de voter des lois, comme sur la propriété intellectuelle, encore faut-il les faire respecter", a ajouté M. de Saint-Laurent. Selon lui, ce qui fait encore peur aux investisseurs, c'est "l'après-régime autoritaire, car beaucoup préfèrent des régimes forts à des démocraties troublées".

Présentée comme le bon élève de la classe, la Tunisie, premier pays Meda à avoir signé un accord d'association avec l'Union européenne en 1995, dispose de "tous les +prérequis+ nécessaires à l'accueil d'investissements dont la stabilité politique, économique et sociale", a estimé pour sa part Afif Chelbi, ministre tunisien de l'Industrie, de l'Energie et des PME.

© 2006 AFP ebe/cr/az

## **AFP, 21 novembre 2006**

### **La croissance, "assurance contre extrémismes et immigration" (Lagarde)**

Le 21/11/2006 à 04:07

La ministre française déléguée au Commerce extérieur Christine Lagarde a estimé mardi à Marseille qu'une croissance économique partagée entre l'Europe et la rive sud de la Méditerranée était "la meilleure assurance contre les extrémismes et l'immigration non contrôlée".

"Une croissance économique partagée, qui bénéficie à l'ensemble de la population, est la meilleure assurance contre les extrémismes et l'immigration non contrôlée", a déclaré Mme Lagarde, lors d'un forum euro méditerranéen consacré au potentiel d'investissement dans les pays de la rive sud de la Méditerranée.

"L'Europe ne pourra pas continuer à se développer sans la rive sud de la Méditerranée ou pire, en l'exploitant", a ajouté la ministre expliquant que, chaque année, les pays de la rive sud doivent créer "4 millions d'emplois" pour simplement éviter de faire augmenter un taux de chômage déjà élevé.

"Comment ne pas être concernés par la création d'emplois dans ces pays, alors que c'est le moyen le plus sûr pour prévenir le développement de flux migratoires que nos sociétés n'ont plus la capacité d'absorber", a demandé Mme Lagarde.

Pour que les investissements en direction de ces régions soient "intensifiés", notamment dans le secteur privé, la ministre souhaite que ces pays aient "la volonté d'accélérer l'intégration de leurs économies et d'améliorer le climat des affaires".

Les investissements directs étrangers dans les 10 pays du sud et de l'est de la Méditerranée, une zone de 250 millions d'habitants allant du Maroc au Liban, sont "en forte croissance, passant de 6 milliards de dollars (4,68 milliards d'euros) en 2002 à 47 milliards de dollars (36,69 mds EUR) en 2006", selon le réseau euro méditerranéen des agences de promotion des investissements (Anima), un des organisateurs du forum de Marseille.



© 2006 AFP

Dépêches AFP reprises sur de nombreux medias comme Orange.fr, France 3 etc.



Investir / AGEFI Mercredi 22 novembre 2006

## ÉCONOMIE

### Le Sud de la Méditerranée «peut mieux faire» pour attirer l'investissement

Proximité géographique et culturelle, bas coût de la main-d'œuvre, jeunesse bien formée, croissance sont les atouts d'une région de 250 millions d'habitants.

Les pays de la rive sud de la Méditerranée doivent encore améliorer «le contexte des affaires» et «l'intégration de leurs économies» afin d'attirer davantage d'investissements étrangers et soutenir une croissance durable, ont estimé mardi à Marseille des investisseurs.

«Les gouvernements de ces pays doivent envoyer des signaux forts et crédibles qui expriment leur volonté d'accélérer l'intégration de leurs économies et d'améliorer le climat des affaires», a déclaré Christine Lagarde, ministre française déléguée au Commerce extérieur, lors du Forum économique sur l'Euro-Méditerranée qui a réuni 200 investisseurs privés et responsables politiques. (...) *Pour lire la suite de cet article, veuillez vous identifier en utilisant le formulaire ci-dessous*